

IDRC - Lib.

103898

A. Cooke

ARCHIV

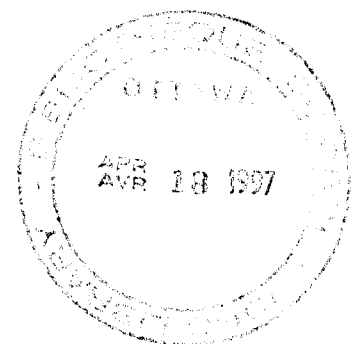
RECEIVED

NO FILED

**PROBLEMES DE LA RESTRUCTURATION
DU SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS
EN AFRIQUE: REPERES POUR L'AVENIR**

par

Jacques Habib Sy, Ph.D.*
Administrateur de Programme Principal
Division des Sciences et Systèmes de l'Information
Centre de Recherches pour le Développement International



Colloque sur la Restructuration du Secteur
des Télécommunications dans le Monde
(Tunis, 17-21 mai, 1992)

*Les vues présentées ici sont celles de l'auteur et non du CRDI

ARCHIV

Sy

m. 2

Monsieur le Ministre des Communications de Tunisie,
Monsieur le Secrétaire général de l'Union internationale de télécommunications,
Madame le Représentant de l'Agence de coopération culturelle et technique,
Honorables invités,
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier les organisateurs de ce Colloque de l'opportunité qu'ils ont bien voulu m'offrir d'exprimer les craintes et les espoirs de l'Afrique dans le processus de restructuration de son espace de communications et singulièrement de son industrie des télécommunications. C'est donc avec humilité que je voudrais présenter à cette auguste assemblée des repères factuels et quelques pensées sur les préoccupations des grandes multitudes africaines et les espoirs que ces dernières sont en droit de placer dans l'utilisation des télécommunications aux fins du développement économique, social et culturel.

Il ne serait pas superflu pour commencer de nous remémorer quelques faits historiques de première importance dans la compréhension de l'histoire des communications et des causes qui affectent la grande détresse africaine en matière de communications à l'époque contemporaine.

Comme on le sait maintenant avec une certitude de plus en plus grande, l'Afrique est le berceau de l'humanité. C'est sur ce continent que les premiers signes d'humanité et de l'intelligence humaine apparaissent pour la première fois. Les premières communautés d'homo sapiens apparues il y a environ 150 000 à 200 000 ans ont initié la grande marche du monde vers l'usage de la parole, la production organisée et la socialisation des rapports entre individus.

La périodisation de l'histoire des communications révèle que la première grande rupture dans l'aventure humaine advient avec l'émergence de la parole comme mode privilégié de communications, d'échanges et un véhicule primordial de la pensée. Pour la première fois, des fonctions de conservation documentaire et archivistique sont assignées au cerveau humain. Le savoir et le savoir-faire deviennent alors un attribut du pouvoir, la parole en étant le prolongement sacré.

La seconde rupture dans l'évolution humaine intervient avec la séparation entre l'émetteur et le support du message par le vecteur de l'art rupestre représentant des abstractions symbolisées sur les faits majeurs de la vie.

La troisième révolution dans le domaine de la science des transmissions advient avec l'utilisation d'instruments à percussion utilisant un langage codé pour transmettre des messages à l'échelle tribale, puis clanique et inter-communautaire. Il y a déjà plus de 7 000 ans avant Jésus Christ, l'Afrique transmettait par le moyen du langage codé sonore des données militaires, sociales ou d'ordre administratif sur des distances considérables, préfigurant ainsi ce que deviendrait l'ère des communications de masse dans les temps modernes.

La quatrième rupture dans l'évolution mondiale de la science des transmissions s'installe avec la naissance de l'écriture sur les bords du Nil 5 000 ans avant notre ère. Les hiéroglyphes négro-égyptiennes ouvrent la voie à l'affirmation de la pensée scientifique, aux mathématiques, à l'astronomie, à la géographie, à l'architecture, etc. Sous la pression des nécessités de survie et d'accumulation primitive du capital, la civilisation de l'ancienne Egypte a offert au monde les plus belles pages de l'histoire universelle dans le domaine de la science des transmissions à longue distance et surtout dans l'observation de l'univers galactique.

Les inventions de Gutemberg, puis de Morse et de Marconi viendront amplifier et transcender les acquis scientifiques du passé pour aboutir à l'invention du télégraphe et donc à l'avènement de la cinquième

grande rupture dans l'histoire des communications. L'invention du télégraphe marque la nécessité pour l'Europe pré-industrielle de combler le fossé en matière de temps entre l'émission et la réception des messages à travers l'espace. Suivent ensuite la télégraphie, le téléphone, la télégraphie sans fil, la téléphonie sans fil et finalement la télévision dans les années 1950. A partir de là, la vitesse de la transmission des données connaît un rythme accéléré par les exigences guerrières du mercantilisme puis de l'impérialisme naissant. Il devint, en effet, indispensable de surveiller le déroulement tactique des guerres dites d'outremer à travers des lignes télégraphiques et des câbles sous-marins. Pour reprendre la formule de Lewis Mumford, ce sont la guerre et le commerce qui ont enfanté la révolution industrielle et par voie de conséquence les télécommunications devenues alors un instrument essentiel de l'exercice du pouvoir commercial, économique et militaire.

Au XIXe siècle, l'Afrique est déjà marginalisée après les périodes de la traite négrière, des conquêtes et de la colonisation. Les premières lignes télégraphiques implantées par les puissances coloniales du moment suivent étroitement les axes de pénétration militaire et d'exploitation commerciale des matières premières agricoles et minérales. Mettant à profit l'exploitation du gutta percha des colonies, de grandes sociétés multinationales émergent en créant une industrie florissante des câbles sous-marins. Les lignes terrestres sont construites au prix de sacrifices humains considérables. C'est au prix d'une répression féroce que fut établie la ligne télégraphique des Ingénieurs du Roi d'Angleterre entre 1870 et 1874 durant la guerre d'invasion contre les Ashantis de l'actuel Ghana. En 1881, toutes les négociations militaires conduites au Transvaal par le gouvernement britannique l'étaient par le moyen de lignes télégraphiques reliant les leaders Boers au ministère britannique de la Guerre. Partout en Afrique, les besoins d'expansion militaire et économique de l'Europe impériale ont créé les premières lignes de télécommunications.

A partir de la Seconde Guerre mondiale, l'accroissement significatif des besoins en communications induit le règne sans partage des circuits en haute fréquence dans les communications de point à point. Dans les années 1920 arrivent sur le marché les premiers câbles coaxiaux téléphoniques à canaux multiples. En 1956, grâce au remplacement du gutta percha par le polyéthylène pour protéger les câbles contre la dégradation marine, le premier câble transocéanique TAT 1 d'une valeur estimée à plus de 3 milliards de dollars permet de relier l'Afrique à un réseau mondial d'une cinquantaine de pays. Entre 1950 et 1974, sur les 127 systèmes de câbles en service, seuls 11 touchent l'Afrique dont 10 relient l'Afrique du Nord à l'Europe à travers la Mer Méditerranée et un autre l'Afrique du Sud à l'Europe à travers l'Océan Atlantique.

Dans l'ancienne Afrique Occidentale Française, l'évolution du secteur des télécommunications est principalement marquée par la prévalence des signaux en haute fréquence surtout à partir de la fin des années 1950. Le second fait majeur dans cette partie du vieux continent c'est que les lignes haute fréquence reliant les capitales aux principaux points de l'économie de traite suivent exactement le tracé des lignes de chemin de fer et, par voie de conséquence, des zones dites "utiles". Les télécommunications sont donc une composante essentielle de l'économie de traite puisqu'elles favorisent l'exploitation des ressources minières et agricoles qui nourrissent l'expansion économique de l'Europe occidentale. C'est sans doute la raison pour laquelle la carte des lignes de télécommunications africaines montre un certain niveau de densité le long des côtes et des axes d'exploitation des richesses naturelles énormes de ce continent.

Les années post-indépendance restent dominées par la constante détérioration de circuits HF très sensibles aux effets adverses du milieu naturel ambiant. En 1963, il y a environ 60 000 kilomètres de lignes téléphoniques haute fréquence dans les territoires de l'ancienne AOF et dans l'Ile de Madagascar. A partir des années 1960, le réseau haute fréquence ainsi construit servira de clef de voûte au système de télécommunications panafricain connu sous le nom de PANAFTTEL mis en place par les États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine.

A partir des années 1970, d'importantes sections des réseaux nationaux sont connectés au réseau INTELSAT. Pour avoir un ordre de grandeur concernant la place de l'Afrique dans le marché mondial des télécommunications, il faut remonter aux années 1960 durant lesquelles le continent africain -sans l'Algérie- comptait 35 fois moins de téléphones que l'Europe occidentale avec un volume de trafic 15 fois moins dense en Afrique qu'en Europe. En 1963, le Nigéria ne comptait pas plus de 50 000 téléphones dont 40 pour cent étaient situés à Lagos et 10 pour cent à Ibadan. En Guinée, la situation était peut-être pire: 2 400 téléphones pour 3 millions d'habitants après le fameux "NON" de Sékou Touré à la France.

Les statistiques récentes sont encore plus alarmantes lorsqu'on considère les données fournies par l'UIT ou l'UNESCO et qui établissent que dans certains pays le nombre de cabines téléphoniques publiques ne dépasse guère le seuil de 0,06 à 0,2 pour cent. Les disparités entre la ville et le village ou les villes secondaires reste évidemment choquantes dans presque tous les pays.

Quelles leçons pouvons-nous brièvement tirer des faits historiques ainsi rapportés?

Sur le plan politique tout d'abord, l'émiettement de l'espace territorial africain en États nains, comme dirait le regretté Cheikh Anta Diop, dépourvus des attributs de la souveraineté a favorisé la création de systèmes de télécommunications non intégrés les uns aux autres, avec un niveau d'interface tout à fait médiocre et des méthodes de planification et d'exploitation héritées des différentes visions coloniales. Il aura fallu trente années aux États actuels ayant hérité de territoires issus du Traité de Berlin pour tenter d'unifier leurs vues autour de RASCOM, le satellite régional africain qui est l'objet de concertations en Côte d'Ivoire ou se réunissent présentement les décideurs africains pour statuer sur le sort de ce projet capital. Ce n'est d'ailleurs pas faute d'avoir essayé l'unification du marché de télécommunications auparavant puisqu'il y a eu les expériences malheureuses d'AFSAT puis d'AFROSAT, tentatives avant la lettre d'opérationnalisation d'un satellite régional africain entièrement parrainé techniquement et financièrement dans les deux cas par les centres de décision externes.

Sur le plan économique, le sous-développement du réseau de télécommunications africain s'explique par l'absence d'une plus-value significative qui puisse permettre aux pays et aux entités sous-régionales de construire une industrie respectable des télécommunications. Dans tel pays connu pour ses énormes richesses en cuivre du meilleur cru on ne trouve pas une seule usine de fabrication de fils téléphoniques. Dans tous les pays, la croissance des sociétés multinationales dans ce secteur est financée par les pays africains déjà considérablement appauvris par leur marginalisation dans l'accumulation des biens et des capitaux à l'échelle mondiale. Car ne l'oublions pas, la plus grande partie de la demande en services de télécommunications est générée par ces mêmes compagnies transnationales. La crise du secteur des télécommunications africain est donc une crise structurelle liée au passé colonial de l'Afrique et au fait qu'elle est contrôlée depuis bientôt trois siècles par des capitaux étrangers qui formulent des projets de développement totalement étrangers aux intérêts des populations concernées.

Sur le plan technologique, il y a surtout eu transfert de technologie sur des bases féodales, l'Afrique ayant été confinée dans le rôle de réceptacle passif et de consommateur bon enfant de savoirs-faire culturellement typés, ce qui a empêché les Africains d'inventer la technologie qui sied le mieux à leurs propres conditions.

Dans un ouvrage en voie de publication, j'ai décrit dans le détail les circonstances dans lesquelles l'art de la planification des services de télécommunications a émergé en épousant aussi étroitement que possible les contours théoriques et idéologiques de la planification européenne.

Comme le suggère William Jones dans son ouvrage sur la planification et l'économie politique au Mali, avant la Seconde Guerre mondiale, il n'y a jamais eu aucune tentative sérieuse de coordination des investissements en Afrique. Après la Grande Guerre, le Plan Marshall initié par les États-Unis a eu comme effet la mise en oeuvre par la Grande Bretagne et la France de plans décennaux de "développement"

faisant partie intégrante du Plan d'assistance et de Développement Colonial des vieilles puissances coloniales. En fait, dans les anciennes colonies françaises, les premiers plans de développement économique et social n'émergent pas avant 1963. Ils sont alors entièrement pris en charge, élaborés et exécutés par des assistants dits "techniques" étrangers.

Ces plans ont été décrits par des voix autorisées comme des "shopping list plans" qui sont un magma de bonnes intentions et un outil dans lequel les centres de décision externes décident de piocher pour y trouver le secteur où rentabiliser de façon optimale leurs investissements. Sans entrer dans le débat sur une définition opérationnelle de la planification, il faut reconnaître que les vues qui ont prévalu en Afrique en matière de planification sont largement d'essence conventionnelle. On a surtout vu dans la planification une base essentiellement technique d'allocation et d'utilisation des ressources ou la gestion systématisée de ces ressources. Ce faisant on a perdu de vue que l'activité de planification est par essence un reflet du rapport des forces à l'échelle nationale et internationale dans la répartition des ressources disponibles.

Les hypothèses de travail d'un Plan sont toujours un parti pris sur la réalité socio-économique et sur l'idéologie. C'est donc dire que le plan ne saurait prétendre à la neutralité dans laquelle une certaine approche techniciste a voulu l'enfermer. Même l'IUT n'a pas été exempté de telles erreurs de jugement puisque le manuel dit GAS 5 Studies postule que la base de la planification des services de télécommunications se fonde sur "des techniques sophistiquées de prévisions" utilisant les variables comme l'économie nationale, l'environnement social, le marché, la technologie, l'industrie, les règlements et l'emploi.

Dans un ouvrage désormais classique sur les Télécommunications et le développement national, Robert Saunders a mis en évidence une typologie des perceptions actuellement en cours en matière de planification des services de télécommunications. Il y a ceux qui observent une attitude de statu quo en matière d'investissement dans les pays non industrialisés. Cette proposition postule que les investissements doivent être essentiellement basés sur le profit et assurer en même temps la fluidité du commerce international et l'exploitation des produits agricoles et minéraux. Cette position s'apparente pour l'essentiel aux conceptions coloniales du siècle passé comme nous l'avons déjà vu.

Un second type de perceptions que l'on reconnaît surtout dans les vues de l'Union Internationale des Télécommunications et d'autres organisations internationales, estime que la doctrine du laissez-faire paraît la plus indiquée pour faire face aux fluctuations de la demande à moindre coût tout en procurant aux zones rurales l'accès au téléphone dans une fourchette minimale.

Un troisième groupe se prononce en faveur de l'approche technocratique visant à accélérer le transfert de technologie de façon verticale afin de stimuler la croissance du secteur dans les pays concernés.

Un quatrième groupe représenté par la Banque Mondiale reprend à son compte les postulats de base des trois groupes précédents tout en les inscrivant dans les exigences de l'ajustement structurel et en mettant l'accent sur les investissements en télécommunications liés aux projets agro-industriels.

Si l'on en juge par les résultats mitigés obtenus par l'Afrique en matière d'infrastructures de télécommunications, il faut bien se rendre à l'évidence: l'échec est là sous nos yeux. Au moment où le reste du monde s'achemine résolument vers l'industrialisation de l'espace extra-atmosphérique et l'utilisation de satellites géants de plusieurs milliers de tonnes reliés par des plate-formes géantes multipliant à l'infini les ressources de l'arc géostationnaire, l'Afrique n'arrive pas encore à communiquer avec elle-même.

Les communications intra-africaines sont encore très faibles cependant que le flux transfrontière des systèmes en cours est résolument orienté vers les échanges téléphoniques avec les anciennes

puissances coloniales. L'analyse des données du trafic de base d'INTELSAT ne laisse aucun doute à cet égard. J'ai analysé ces données dans la communication qui a été distribuée aux participants. Dans le même document, j'ai tenté de montrer les faiblesses conceptuelles du réseau PANAFTTEL qui, pour l'essentiel, continue d'opérer à partir des vieux axes de pénétration des zones dites utiles au détriment des zones rurales de plus en plus délaissées par les investisseurs. La crise économique extrême dans laquelle évolue l'Afrique a même aggravé cette tendance puisque l'exode rural, le dépeuplement des campagnes au profit des villes étouffées par le cancer des bidonvilles, rend extrêmement précaire sinon impossible toute tentative sérieuse de rentabilisation des réseaux téléphoniques.

Cela dit comment sortir l'Afrique de cette crise paralysante? Cette question nous amène au coeur du débat qui nous réunit aujourd'hui et en appelle d'autres.

Quelles sont les pré-conditions du développement autocentré et au-entretenu des réseaux de télécommunications africains? Comment unifier les efforts? Comment opérationnaliser la faisabilité du satellite régional africain? Quels sont les défis qui attendent l'Afrique durant les deux décennies qui succèdent l'an 2 000?

Les pré-conditions du développement africain en matière de télécommunications peuvent se résumer en trois points :

- L'unification du continent et son intégration économique à l'échelle régionale ;
- Le développement technologique autocentré sur la base d'un programme ambitieux de recherche/développement plaçant celle-ci au rang de priorité des priorités ;
- Une stratégie continentale de développement des télécommunications prenant en compte les besoins de développement des campagnes africaines et utilisant les télécommunications comme un adjuvant central du développement.

A l'appui de tels objectifs, les décideurs Africains devraient se pénétrer des trois vérités suivantes:

Des nations dont le flux de communications est conditionné par les relations commerciales avec les anciennes puissances colonisatrices ne peuvent pas être des nations libres.

Le développement technologique à partir de langues étrangères est une utopie.

Des nations incapables de fabriquer leurs propres moyens de communications ne sauraient prétendre être des nations jouissant de leur pleine et entière souveraineté.

Par conséquent, la tâche centrale qui revient à de telles nations est de détruire le faisceau de facteurs indésirables qui en font des nations dominées.

Le second grand défi de l'Afrique est de savoir comment unifier ses efforts dans la voie d'un réseau intégré de télécommunications à l'échelle panafricaine. A cet égard, il reste certain que l'Afrique aura besoin d'un niveau d'investissements colossal pour faire face aux besoins d'expansion d'un réseau terrestre et d'un segment spatial dont les configurations seraient tournées vers les besoins internes et non exclusivement, comme c'est le cas actuellement, vers la satisfaction de la demande en services de communications générée par les multinationales et les besoins liés au modèle d'importation de substitution qui a fait faillite comme on le reconnaît sans difficultés à présent. Il n'y a pas de réponse toute faite à cette interrogation fondamentale. Les beaux schémas et les belles projections ne changeront rien à la réalité de la dépendance économique. Cette dernière reste en dernière instance le noeud gordien,

le goulot d'étranglement qui empêche le secteur des télécommunications de se mouvoir dans les directions d'autosuffisance et de cohérence interne requises.

Face à l'Europe dont les destinées communautaires et fédérales s'affirment avec éclat et à une Amérique du Nord dominée par les deux grandes entités que sont les Etats-Unis et le Canada, et devant un continent asiatique dont l'expansion économique se présente sous de meilleurs auspices qu'en Afrique, les peuples africains sont confrontés au dilemme le plus considérable de leur longue histoire. S'unir ou périr. Tourner le dos à la dépendance ou être recolonisés par le vecteur technologique et scientifique. Aller résolument vers la Cité des Communications ou être emprisonnée par des systèmes étrangers de plus en plus désireux d'imposer le modèle culturel de leur terre d'enfantement. S'il y a un choix à faire, il est clair que la sagesse populaire africaine saura faire le bon choix. Mais les voies pour y parvenir sont encore incertaines. L'Afrique n'a pas encore suffisamment confiance en elle-même, dans son propre génie culturel, dans ses capacités intrinsèques de maîtriser la technologie des communications aussi sophistiquée soit-elle.

Nous l'avons déjà souligné dans notre communication, le recours à la location de circuits dans les transponders des systèmes internationaux comme INTELSAT ne saurait résoudre les problèmes du développement. Au contraire, la sécurité nationale de chacun des États pris isolément serait placée dans une posture de faiblesse et donc de défaite presque inévitable. Il n'est pas concevable qu'un continent aussi vaste que l'Afrique ne règle ses besoins en communication qu'à travers des canaux qu'elle ne contrôle pas et dont les mécanismes institutionnels échappent totalement à son contrôle vigilant.

Heureusement, à travers le projet RASCOM l'Afrique commence à se mouvoir dans la bonne direction. Mais il y a encore beaucoup de chemin à parcourir avant qu'elle n'atteigne la Terre Promise en matière de télécommunications. En février 1991, un Comité d'experts appartenant à 15 pays africains a été mandaté pour faire des propositions dans les directions suivantes:

- Mise en commun du segment spatial existant pour en optimiser l'exploitation;
- Création d'une organisation régionale -RASCOM- en tant qu'organisation internationale dotée de l'autonomie de statut qui lui permette de commercialiser ses services. Les signataires de l'organisation seront détenteurs du capital. Dans le même temps, les capitaux de membres non signataires -et c'est cela l'innovation par rapport au statut d'INTELSAT- seraient acceptés; et
- Etudier les considérations politiques et d'accessibilité liées au choix du siège de la future organisation.

Il est espéré que les États entreront en lice pour appuyer le projet, le ratifier et favoriser la mise en vigueur de la convention. Dans cette perspective, les États s'engageraient à doter les sociétés nationales de télécommunications de l'autonomie nécessaire pour faire face à leurs engagements vis-à-vis de RASCOM. Les experts impliqués dans cet exercice doivent également proposer un système de compensation qui puisse permettre l'exploitation adéquate du réseau et une distribution équilibrée des revenus ainsi générés. Quelles que soient les promesses du système décrit, il reste certain qu'elles seraient inopérantes au cas où la volonté politique d'intégration des États ferait défaut.

L'autre grande inconnue, réside dans la vision technologique des concepteurs de l'opération. RASCOM sera-t-il un nouveau piège technologique dans lequel aucun transfert positif de technologie ne viendrait féconder les systèmes existants? Ou la sagesse l'emportera-t-elle en permettant aux peuples de la région de participer pleinement à l'élaboration et la mise en chantier des segments spatiaux et terrestres, notamment, et de fabriquer localement, à l'instar de l'Inde dans le projet INSAT, des antennes réceptrices et peut-être d'autres types d'équipements?

Un autre défi dont l'importance n'est pas des moindres apparaît dans les nécessités de la formation a grande échelle du personnel nécessaire à l'élaboration; la gestion et la maintenance des systèmes existants et futurs de télécommunications. Sans un effort considérable dans ce domaine nourri par la tension commune des États et des peuples vers l'intégration, on voit mal comment l'Afrique pourrait sortir de l'impasse technologique dans laquelle elle se meut actuellement.

Alors que le monde civilisé tend de plus en plus vers l'instauration de modèles de sociétés ou le secteur des communications représente 50 a 60 pour cent de la production nationale brute comme c'est le cas actuellement au Japon et aux Etats-Unis, il convient de s'interroger sur la signification réelle d'un tel modèle pour l'Afrique et le Tiers monde en général. Il convient tout d'abord de remarquer qu'il y a des zones de grande accumulation de l'information et d'unités de communication et des zones et des pays ou il y a une grande famine en matière d'information et de communication. Comment l'Afrique pourrait-elle combler ce retard qui pourrait s'installer durablement au-delà de l'an 2 000?

Ensuite, le droit a l'accès aux services de télécommunications est devenu un droit fondamental lui-même co-substantiel du droit a la communication. La problématique qu'il s'agit de résoudre pour offrir a tous l'accès aux services de télécommunications est de mettre en oeuvre une politique commune en ce domaine. L'objectif central d'une telle politique devrait être d'assurer a tous l'accès a un système de communications global qui soit assez flexible pour permettre la transmission et le traitement de l'information vers et a partir de n'importe quel point du système et procurer l'accès à n'importe quel volume et n'importe quel type d'information aux coûts les plus raisonnables qu'il soit possible d'obtenir.

Si tel doit être l'objectif stratégique central, une nouvelle question qu'il faudra régler est de savoir si oui ou non l'intervention étatique est nécessaire et souhaitable pour y parvenir. En cette période d'ajustement structurel ou les gouvernements prônent le mot d'ordre de "moins d'Etat, mieux d'Etat" il peut paraître indélicat de prôner l'intervention gouvernementale à outrance. Sans aller jusque-là, il faut reconnaître que les services de communications constituent dans leur grande majorité un bien public. Un réseau de télécommunications entièrement livré au secteur privé ne peut permettre l'accès de tous aux services de communications. Il est donc clair que dans le contexte africain les gouvernements doivent être impliqués dans la réglementation de tels services publics. Une réglementation économique extrême basée sur les principes actuels du rapport coût-efficacité serait inappropriée.

La contribution des États a la restructuration du secteur des télécommunications ne pourrait être possible cependant qu'à la condition expresse que soient levées les contraintes suivantes:

- 1/ L'absence d'un plan compréhensif qui soit le soubassement à l'échelle nationale et régionale de l'architecture du système de télécommunications et qui définisse clairement la nature des services à rendre;
- 2/ L'absence de moyens pour financer et contrôler la mise en oeuvre d'un tel plan dans la perspective d'atteindre des résultats optimaux; et
- 3/ L'existence de lois, de règles et d'institutions qui par leur nature même et le rôle légitime qui leur serait assigné vont déterminer les modalités d'élaboration et de mise en oeuvre des systèmes de communications.

Les décisions sur la façon de restructurer le secteur des télécommunications doivent nécessairement être précédées par la détermination des paramètres relatifs à la nature des services à proposer et à la configuration du système à mettre en place. Il est donc clair qu'il est nécessaire d'établir un plan régional qui établirait les priorités dans les domaines de l'intégration des réseaux nationaux, la prise en compte des opérations de traitement de l'information par voie informatique et l'intégration de l'architecture des réseaux dans un vaste ensemble architectural auquel on puisse accéder par toutes les voies possibles.

Les décideurs africains devraient cependant analyser les incidences des nouvelles tendances vers la libéralisation du marché transocéanique des télécommunications, la chute des grands monopoles, la compétition féroce que se livrent les intérêts privés sur les marchés internationaux et mêmes nationaux des pays pauvres, enfin le rythme accéléré des innovations technologiques, en particulier, celles relevant de la fibre optique, de la minuscule antenne satellitaire qui permet aux utilisateurs de construire des stations réceptrices à très faible coût, de la micro-électronique, etc. Les politiques de dérégulation auxquelles on a assisté un peu partout ces dernières années ont déjà commencé à faire sentir leur impact négatif au niveau des consommateurs africains de services spécifiques sur les grandes distances et peut-être encore plus sur les petites distances à l'échelle nationale.

C'étaient là quelques repères que je voulais suggérer en guise d'introduction aux discussions qui vont suivre. Et c'est par ici que je voudrais terminer. Par une note d'espoir. La tendance générale vers la privatisation du secteur des télécommunications dans les pays en développement ne saurait être légitimée par la seule notion de profit et le motif de la "désétatisation". Au-delà des impératifs d'efficacité des services offerts aux consommateurs, en particulier ceux qui vivent dans les villages, la variable majeure dans l'équation de la privatisation réside dans les capacités des systèmes à décroquer les espaces économiques et socio-culturels sous-régionaux, régionaux et transcontinentaux sur la base de tarifs compétitifs tenant compte de la distribution sociale des revenus. Je vous remercie.